

par **Alain Simon**, administrateur d'une association d'aide à domicile

# HENRIETTE, REVIENS...

**V**INGT-HUIT octobre 2020. Je me trouve à Lannion au siège de notre association d'aide à domicile aux familles. L'équipe administrative est sur le qui-vive : une évaluation externe débute et une deuxième vague s'annonce. Le stress monte, l'angoisse aussi et les salariés sont épuisés par cette crise sanitaire qui n'en finit pas. Que peut faire un administrateur ? Être là, bien sûr, aux côtés de cette équipe fortement investie, la rassurer le plus possible. Mais cela ne me suffit pas, ne me suffit plus. Tant de rapports ont été rédigés sur l'aide à domicile, accumulés au fil des années et qui dorment dans les tiroirs ! Tant de cris d'alarme lancés en vain pour ouvrir les yeux de nos « décideurs » et crier notre détresse. Toujours militant de l'action sociale, je n'en puis plus de voir ces équipes désemparées et fatiguées. Alors, je prends la plume pour lancer ce cri de colère, une colère froide et déterminée.

## En mars dernier...

Quelques mois plus tôt, en mars dernier, la menace était là, bien présente. La confusion aussi. Lorsque les premières consignes sont tombées, après une quinzaine de jours d'attente et d'incertitude, ordres et contordrements se sont succédés dans la plus grande incohérence.

Et malgré ce climat anxieux, malgré l'absence de visibilité, elles sont allées au travail. J'use volontairement du pronom « elles » pour rappeler la prééminence féminine parmi les salariés de l'aide à domicile. Il a fallu bien sûr identifier les situations prioritaires avec l'aide de l'équipe administrative, présente, elle aussi, au plus fort de la « guerre » qui s'annonçait. « Laisser tomber les familles » n'était pas une option envisageable ! Alors, elles y sont allées, souvent la boule au ventre, prenant le maximum de précautions, à la fois pour se protéger mais aussi protéger les familles aidées. Et pourtant, malgré cette « trouille » de tous les instants, ce stress qui les épuisait, cette mort qui rôdait, elles y sont allées. Elles ont fait le job ! Les techniciennes de l'intervention sociale et familiale (TISF) et les aides à domicile ont fait le travail, leur travail. Sans oublier bien sûr les équipes administratives et les directions qui ont essayé de mettre de l'ordre et de la

cohérence dans le chaos quotidien qui les entourait, ce flot d'informations assommantes et souvent contradictoires. Elles ont tenu le cap, malgré les doutes qui les tenaillaient parfois. Elles « ont tenu le cap », non pas pour elles mais pour les familles aidées, leur priorité. Et ceci pour éviter à ces familles accompagnées – déjà bien cabossées par la vie et bien fragilisées – de subir une double peine. Elles ont appris à conjuguer toutes les versions successives du mot « protocole », elles ont parfois « chialé », elles ont « bidouillé » des solutions pour parer au plus pressé, inventé d'autres pratiques de travail pour préserver le lien social et répondre à l'angoisse des usagers, mais elles ont tenu bon, grâce aux collègues de travail, à leur direction, aux familles aidées qui les encourageaient. C'était en mars dernier, la première vague !

## Il y a 100 ans, en 1920...

Henriette Viollet (1872-1960) crée à Paris, en 1920, l'association « Aide aux Mères de Familles ». Tout est à reconstruire au sortir de la Première Guerre mondiale et son cortège de souffrances et de morts. Pour sa fondatrice, « l'Association a pour but de seconder les mères courageuses qui assument la tâche d'élever une nombreuse

famille, en leur procurant l'aide effective de femmes dévouées faisant avec elles, ou à leur place si leur santé les en empêche, toutes les besognes que comportent un ménage et le soin des enfants », sans établir de distinction entre les classes sociales et dans le respect des consciences. Elle comprend tout de suite que la qualité de l'accompagnement reposera sur la formation et les réunions d'équipes. Les ingrédients de la professionnalisation sont déjà là. Réaliste et organisée, portée par la conviction que les mères de famille ont un rôle social à jouer dans la cité, elle va développer rapidement son association essaimera dans de nombreuses régions (165 associations en 1945). Le contenu de la formation initiale ne va cesser de s'approfondir au fil des années et les « collaboratrices » des origines, indemnisées ou bénévoles, vont voir leur métier se transformer rapidement avec l'aide des pouvoirs publics : un décret du 9 mai 1949 institue le cer-

**« CE NE SONT NI LES MURS,  
NI LE TOIT, NI LE PLANCHER  
QUI FONT L'ÂME D'UNE MAISON,  
MAIS LES ÊTRES QUI Y VIVENT,  
LEURS CONVERSATIONS, LEURS  
RIRES, LEURS AMOURS ET LEURS  
HAINES, QUI L'IMPRÈNENT DE  
QUELQUE CHOSE D'IMMATÉRIEL  
MAIS PROFOND, COMME  
LE SOURIRE SUR UN VISAGE. »**

(Ernesto Sabato)



Marie-Thé, à droite, technicienne de l'intervention sociale et familiale (TISF) est en visite chez Emmanuelle, à gauche, une mère de deux enfants, malvoyante. Cette photo entre dans un projet de livre *Histoires de familles*, ouvrage collectif de réflexions sur la réalité de l'accompagnement à domicile qui devrait paraître en début d'année, publié par les Éditions du Léguer (Lannion).

tificat de travailleuse familiale et une réforme de la profession débouche en 1999 sur l'apparition des techniciennes de l'intervention sociale et familiale (TISF). En 1975 René Lenoir, alors secrétaire d'État auprès du ministre de la Santé, évoque ainsi sa conception de la « travailleuse familiale » : « *Plus une famille est isolée par ses handicaps ou démunie, plus la travailleuse qui partage l'intimité familiale et les tâches quotidiennes apparaît comme le travailleur social ayant une relation privilégiée fondée sur la confiance de tous les membres de la famille* ». Que de chemin parcouru en un siècle mais aussi que d'occasions manquées quand on sait que le même ministre estimait alors qu'il faudrait 22 000 travailleuses familiales pour répondre aux besoins. Nous en sommes bien loin aujourd'hui !

#### **Esquisse d'un futur possible...**

Je n'ai nulle envie, en rappelant cette histoire, de verser dans la nostalgie, bien au contraire. Mais j'ai la conviction, que la connaissance de l'histoire peut nous aider à traverser les épreuves pour discerner des chemins d'avenir. Nous

devrons donc dans les mois qui viennent, dresser le bilan de cette crise sanitaire et garder mémoire des confinements vécus, ne serait-ce que pour leur donner un sens. Cette crise sanitaire ne doit pas être une parenthèse sans lendemain. Elle est en fait un révélateur de nos erreurs passées et des impasses dans lesquelles nous nous sommes fourvoyés. Toute crise, au sens étymologique du mot, est un moment crucial, un moment de choix : nous y sommes ! Qu'il me soit donc permis d'ouvrir une brèche dans l'obscurité environnante. La période de confinement a été vécue différemment par chacun d'entre nous mais elle a aussi été l'occasion de redécouvrir notre propre domicile comme lieu-ressource essentiel, d'y déployer un certain nombre d'activités, de renouer des liens sociaux de proximité et de pratiquer la solidarité au quotidien, bref de nous questionner sur l'essentiel de nos vies. Habiter notre domicile, c'est aussi habiter le monde et y prendre part, une véritable quête ! Pourquoi, alors, ne pas prendre le temps de la réflexion autour de cette idée : reconstruire le travail social du XXI<sup>e</sup> siècle à partir du domicile, à la fois lieu-source et lieu-ressource ? Le débat est ouvert et nous devons y prendre part, à la fois pour être les dignes héritiers de notre histoire, mais aussi les refondateurs. ■